



Précisions sur les NTR

J'ai lu avec intérêt l'article d'Isabelle Rivest intitulé *Prévention ou nouvelles technologies de reproduction?*, paru dans le numéro de mai-juin 1998 de *Recto Verso*. J'ai accordé une entrevue à Mme Rivest pour cet article et je suis déçue que le résultat ne tienne qu'en une page, car un texte final si court ne permet pas d'exprimer les nuances essentielles au sujet. Je me permets donc de vous écrire aujourd'hui afin de tenter de pallier à cette lacune.

Au dernier paragraphe, on me cite: "Le gouvernement subventionne à grands frais les nouvelles technologies de reproduction (NTR), mais ne s'occupe pas de prévention. Ce serait pourtant beaucoup moins coûteux"; je ne crois pas avoir dit cela tel quel; le gouvernement subventionne des recherches sur la reproduction et sur les nouvelles technologies de reproduction; il permet aussi l'existence de cliniques de fertilité, sans toutefois en encadrer les pratiques. Je crois qu'il serait plus avantageux pour les hommes et les femmes de mieux connaître les multiples causes de l'infertilité, afin de savoir comment agir avant de se retrouver devant l'ultime solution des technologies de la reproduction. Les seules campagnes de prévention que l'on connaît du côté gouvernemental ce sont les campagnes de promotion du condom contre les maladies transmises sexuellement, celles-ci pouvant être une cause d'infertilité. Cependant, en même temps, le gouvernement élimine le peu d'information sexuelle qui existait dans les écoles (programme de formation personnelle et sociale) et diminue le nombre d'infirmières scolaires.

L'infertilité en milieu de travail constitue une question de santé publique et devrait être traitée comme telle. La FQPN est d'avis qu'il faudrait augmenter les fonds de recherche de ce côté afin d'améliorer les connaissances et la compréhension de l'effet des divers facteurs susceptibles d'affec-

ter la fertilité au travail. Cependant, les connaissances déjà existantes sont suffisantes pour être l'objet de campagnes d'information auprès des travailleuses et travailleurs concernés et auprès de la population.

En terminant, je veux attirer votre attention sur un détail qui a son importance; vers la fin du premier paragraphe de l'article, il est écrit: "... plus du tiers d'entre eux ne sont pas stériles et pourront féconder sans passer par une intervention chirurgicale." Il serait plus précis de dire: sans passer par une série d'étapes qui peuvent aller de la prise d'hormones —avec les effets secondaires peu connus ou moins connus que cela suppose— à l'intervention chirurgicale pour le prélèvement d'un nombre élevé d'ovules.

France Tardif
coordonnatrice à l'information, FQPN

En réponse à l'appel à la Reine

La réaction bête et méchante (de la chronique *Courtes et sucrées* de juillet-août) face à la demande de rencontre de l'OPDS avec le lieutenant-gouverneur Lise Thibault nous étonne au plus haut point. Les personnes assistées sociales ont bien compris, lors de l'occupation du bureau de comté de Louise Harel, que cette demande servait à dénoncer la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, ainsi que le PQ et à les insulter. Oui le monde a bien changé, quand on protège un Parti indépendantiste sans se soucier du pays à bâtir; quand on devient partenaire de celui qui affame, quand on se concerte au lieu de se battre pour les droits sociaux. L'OPDS n'a jamais baissé les bras dans sa lutte pour la justice.

Lucie Bastien
pour l'OPDS-Région de Montréal